



COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 10 novembre 2009

Bernard Kouchner doit tenir son engagement de se rendre dans la Bande de Gaza

Alors qu'un déplacement de Bernard Kouchner prévu fin octobre avait dû être annulé à la dernière minute, le Ministre des Affaires étrangères vient de confirmer qu'il envisage à nouveau de se rendre au Proche-Orient dans les « quelques jours qui viennent ». Oxfam France - Agir ici et le CCFD-Terre Solidaire encouragent vivement le Ministre à ne pas renoncer à se rendre dans la Bande de Gaza.

Pour ces associations, une telle visite dans une zone soumise à un implacable blocus depuis deux ans et demi constituerait un signal politique fort et courageux en faveur de la fin du blocus et l'application du droit international humanitaire.

« Une visite de haut niveau à Gaza serait plus que la bienvenue afin de remettre la situation dramatique des Gazaouis au cœur des préoccupations des dirigeants français, européens et occidentaux en général. Cela pourrait également rendre un peu d'espoir et de dignité à un million et demi d'hommes, de femmes et d'enfants dont les droits sont bafoués et que le blocus contraint à dépendre à 80% de l'aide alimentaire » estime Nicolas Vercken d'Oxfam France – Agir ici.

En outre, Nicolas Sarkozy s'apprête à recevoir le mercredi 11 novembre le Premier Ministre israélien Benyamin Nétanyahou. Les ONG demandent au Président de se saisir de cette occasion pour réaffirmer les attentes françaises en matière de respect du Droit international et du Droit international humanitaire.

« Nicolas Sarkozy et Bernard Kouchner doivent exiger la réouverture immédiate et inconditionnelle des points de passage. En ce qui concerne la « peine collective » que constitue le blocus, ils doivent appeler un chat un chat en reconnaissant qu'il s'agit d'une grave violation du droit international humanitaire. Cela implique des obligations juridiques conséquentes, pour tous les Etats parties aux Conventions de Genève, y compris la France » affirme Emmanuelle Bennani du CCFD-Terre solidaire.

Les ONG rappellent également que selon B'Tselem (1) l'opération « Plomb durci » a tué plus de 700 civils palestiniens, principalement des femmes et des enfants, tandis que les groupes armés palestiniens ont par ailleurs causé 3 morts civils du côté israélien.

« Bernard Kouchner doit se rendre à Gaza pour constater de lui-même les dégâts causés au cours du conflit et demander que justice soit faite pour tous les crimes commis, quels qu'en aient été les auteurs. A ce titre, il devrait demander fermement au gouvernement israélien ainsi qu'au gouvernement de facto du Hamas à Gaza qu'ils lancent immédiatement des enquêtes, indépendantes et conformes aux normes internationales, sur les allégations de graves violations des droits humains et du droit international humanitaire commises durant le conflit. » souligne Emmanuelle Bennani du CCFD Terre - solidaire.

La France est le premier exportateur d'armes de l'Union européenne vers Israël et ses livraisons d'armes à l'Etat hébreu ont doublé en 2008, via notamment la collaboration technologique sur les drones. A Gaza, Bernard Kouchner pourra constater de visu les traces de l'implication directe présumée des drones israéliens dans les destructions massives et nombreuses morts de civils. Les ONG appellent en conséquence la France à reconsidérer les risques d'utilisation des armes qu'elle vend à Israël à la lumière du Droit international humanitaire (DIH).

« En l'absence de garantie claire et vérifiable sur l'utilisation des armes françaises dans des violations de ce droit, la France doit refuser de délivrer des licences d'exportation d'armes vers Israël » insiste Nicolas Vercken d'Oxfam France – Agir ici.

Les associations soulignent par ailleurs que les divisions factionnelles intra-palestiniennes continuent de peser lourdement sur les services essentiels et la distribution d'aide aux résidents de Gaza. Elles saluent les efforts et l'engagement de la France pour soutenir la réconciliation intra-palestinienne et mobiliser ses partenaires européens en faveur du soutien, sur le principe, à un futur gouvernement d'union nationale.

Pour Nicolas Vercken « la France doit persister dans son engagement et prendre position publiquement afin que l'UE s'abstienne d'appliquer les trois principes du Quartet comme conditions préalables aux négociations et qu'elle engage un dialogue avec toutes les parties concernées, tant du côté palestinien qu'israélien ».

Contacts presse :

Laurence Veyne / Oxfam France – Agir ici : 01 56 98 29 70 - 06 62 55 14 06
Véronique de La Martinière, CCFD-Terre Solidaire : 01 44 82 80 64

Note aux rédactions :

(1) Centre d'information israélien sur les droits humains : <http://www.btselem.org>